

Diversion

Kawkab al-Sharq, 20 juin 1933

Ce matin, notre estimée consœur al-Siyāsa s'est adressée à ses lecteurs avec un reportage qui, s'il s'avérait véridique, constituerait un scandale sans pareil et un acte indigne sans commune mesure avec les turpitudes auxquelles les gens se sont accoutumés en ces temps.

Al-Siyāsa a rapporté que le ministre de l'Intérieur, al-Qayyisī Pacha, avait joué avec la Chambre des députés et avec l'ensemble de la nation égyptienne lorsqu'il a prétendu au député qui l'avait interrogé mercredi soir sur la question des missionnaires que le gouvernement entendait affecter soixante-dix mille livres à la création de refuges et d'écoles destinés à accueillir les pauvres et les miséreux parmi les fils et les filles des musulmans, afin de les mettre à l'abri des offensives des missionnaires contre leur religion, leur morale et leur honneur.

Al-Siyāsa a rapporté que le ministre de l'Intérieur, al-Qayyisī Pacha, avait joué avec la Chambre des députés et avec l'ensemble des musulmans d'Égypte lorsqu'il leur avait exposé ce récit, car le gouvernement n'avait nullement envisagé d'affecter ces fonds au traitement de la question missionnaire ni à la protection des fils et des filles des musulmans contre les missionnaires. Il les avait en réalité réservés à l'application d'une autre loi approuvée par le Parlement, une loi sans aucun lien avec le prosélytisme et les missionnaires : la loi portant interdiction de la mendicité. Ainsi le ministre de l'Intérieur, al-Qayyisī Pacha — si ce qu'al-Siyāsa a rapporté est exact — avait-il dit aux députés et aux musulmans autre chose que la vérité. Ainsi le ministre de l'Intérieur, al-Qayyisī Pacha, avait-il obtenu les éloges des députés et la gratitude des musulmans reconnaissants, parce qu'il leur avait dit autre chose que la vérité, leur avait fait imaginer ce qui n'avait pas eu lieu, leur avait représenté ce qui n'avait pas existé, et leur avait annoncé que le gouvernement réfléchissait à ce à quoi il n'avait jamais réfléchi.

Ainsi le ministre de l'Intérieur, al-Qayyisī Pacha — si ce qu'al-Siyāsa a rapporté est exact — avait-il délibérément cherché à distraire les gens de la question des missionnaires. Il avait tenté d'y parvenir en empruntant une voie dont nous ne saurions dire où elle se situe parmi les vertus de

l'islam et les nobles qualités morales — celles-là mêmes qui siéent à la dignité des ministres et aux hautes charges de l'État. Ainsi toute l'affaire n'avait-elle été qu'une diversion, et une diversion sans justification.

L'affaire ne s'arrêta pas là : tous les ministres approuvèrent leur collègue en gardant le silence sur ses propos et en acquiesçant à ses allégations, se rendant ainsi coresponsables de ses conséquences morales et religieuses. Ils dirent tous à la Chambre des députés et aux musulmans — si l'affirmation d'al-Siyāsa est fondée — autre chose que la vérité. Ils tentèrent tous de détourner l'attention du peuple des missionnaires et de leurs activités au moyen de ce communiqué qui ne reflétait pas la vérité. Et l'affaire ne s'arrêta pas là, car le Cabinet dispose de journaux qui le soutiennent, font sa propagande et chantent ses louanges. Ces journaux exploitèrent la position du ministre de l'Intérieur, la diffusèrent et l'annoncèrent avec enthousiasme, s'enflammant et continuant de s'enflammer dans ses éloges. Ces journaux participent donc avec les ministres à la diffusion d'un discours contraire à la vérité, à la diversion sans justification et au détournement de l'attention des gens des missionnaires au moyen de ces informations qui ne s'accordent pas avec la vérité.

L'affaire ne s'arrêta pas là. Le journal al-Sha'b prétendit que cette somme avait été initialement inférieure, mais que Sa Majesté le Roi n'avait pas agréé ce montant et avait ordonné qu'il fût porté à soixante-dix mille livres. Le journal al-Sha'b s'était donc arrogé le droit — si ce qu'al-Siyāsa a rapporté est exact — de parler de Sa Majesté le Roi en dehors de toute vérité. Il s'était arrogé le droit de tromper les gens et de faire la propagande du Cabinet au nom de Sa Majesté le Roi. Or la position de Sa Majesté le Roi est trop élevée, trop haute et trop honorée aux yeux de tous les Égyptiens pour être réduite à un instrument de propagande — surtout quand cette propagande ne repose pas sur la vérité. Car il est chose aisée que les ministres fassent des promesses et ne les tiennent pas, et chose aisée qu'ils s'expriment sans prendre garde à la rigueur de leurs propos. Mais ce qui n'est pas et ne saurait être toléré ni réitéré, c'est que des promesses soient diffusées au nom de Sa Majesté le Roi, pour que les gens découvrent ensuite qu'elles n'étaient pas vraies, qu'elles n'émanaient pas de Sa Majesté, qu'elles avaient été

inventées de toutes pièces, et qu'elles avaient été utilisées comme instrument de propagande politique d'une part, et pour détourner l'attention des gens des missionnaires d'autre part.